



## PREFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France  
Unité territoriale de Seine-et-Marne

Savigny-le-Temple, le 16 octobre 2014

### INSTALLATIONS CLASSEES

Hélios : 29971  
Réf. : E/2014- 2600

**Objet :** Porter à connaissance relatif aux casiers recevant  
uniquement des déchets inertes

#### **Rapport de présentation au CODERST**

##### Exploitant :

Société Routière de l'Est Parisien (REP)  
28, boulevard de Pesaro  
TSA 67779  
92739 NANTERRE Cedex

##### Etablissement concerné :

Centre de stockage de déchets non dangereux de  
Monthyon - Saints-Soupplets

**Réf. :** Porter à connaissance de l'exploitant du 18  
septembre 2014

## RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Le présent rapport a pour objet de proposer à M. le Préfet de Seine-et-Marne les suites qu'il convient de donner au porter à connaissance du 18 septembre 2014 de la Société REP sollicitant la modification de certains seuils d'acceptabilité des déchets inertes admissibles sur le centre de stockage de déchets non dangereux implanté sur le territoire des communes de Monthyon et Saints-Soupplets.



Certificat FR015650-1  
Champ de certification disponible sur :  
[www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr](http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr)

## **1. SITUATION ADMINISTRATIVE DU CENTRE DE STOCKAGE DE DECHETS NON DANGEREUX DE MONTHYON - SAINT-SOUPPLETS**

Le centre de stockage de déchets non dangereux de Monthyon – Saint-Soupplets, exploité par la Société REP, est actuellement réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 08 DAIDD IC 104 du 10 mars 2008 complété par les arrêtés n° 09 DAIDD IC 318 du 10 décembre 2009 et n° 11 DRIEE 82 du 02 août 2011 (voir plan de situation joint au présent rapport).

L'arrêté préfectoral du 10 mars 2008 a autorisé une extension en surface et en hauteur du centre de stockage, pour une durée d'exploitation de dix années à compter de notification dudit arrêté, et selon les modalités de comblement et dans les quatre casiers de stockage suivants :

- volume maximum de stockage : 880 000 m<sup>3</sup> (hors déchets inertes),
- capacité maximale de stockage : 800 000 tonnes (hors déchets inertes),
- capacité annuelle maximale de stockage : 100 000 tonnes (hors déchets inertes).

	Casier n° 1	Casier n° 2	Casier n° 3	Casier de déchets inertes
Volume (m3)	500 000	145 000 (déchets inertes uniquement) rehaussement sur déchets non dangereux	380 000	200 000

Un plan de localisation des casiers est joint au présent rapport.

## **2. EXAMEN DU PORTER A CONNAISSANCE**

### **2.1. Examen de la demande**

En application de l'article R. 512-33 du Code de l'environnement, la Société REP sollicite, par porter à connaissance du 18 septembre 2014, la modification de certains seuils d'acceptabilité des déchets inertes admissibles sur le centre de stockage de déchets non dangereux implanté sur le territoire des communes de Monthyon et Saints-Soupplets.

L'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD IC 104 du 10 mars 2008 complété fixe :

- en son article 10.12.3 la liste des déchets inertes admissibles : ces déchets sont ceux listés dans l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes,
- en son article 10.12.4 les seuils d'acceptabilité à respecter en termes de polluants pour l'admission des déchets inertes : ces seuils sont ceux fixés dans l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 précité.

Le centre de stockage de déchets non dangereux de Monthyon – Saint-Soupplets est implanté dans une ancienne carrière à ciel ouvert de gypse exploitée auparavant par la Société KNAUF. Préalablement à l'utilisation des terrains pour le stockage des déchets, la totalité du gypse a été extraite sur une à deux masses et partiellement sur la troisième masse.

Le sous-sol est formé principalement de gypse et contient naturellement des sulfates avec des teneurs élevées. Ainsi, le fond géochimique au droit du site permet de recevoir des terres dont les seuils en sulfates sont importants et qui n'impacteront pas le milieu naturel.

Aussi, la Société REP sollicite la modification de certains seuils d'acceptabilité des déchets inertes admissibles pour les sulfates, les fluorures, les chlorures et la fraction soluble tout en restant inférieurs au fond géochimique naturel local.

A cet égard, l'article 10 de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes prévoit l'adaptation, sur justification, des valeurs limites à respecter :

- sur la lixiviation qui peuvent dépasser d'un facteur 3 maximum les seuils fixés par l'arrêté ministériel,
- sur l'analyse du carbone organique total (COT) qui peut dépasser d'un facteur 2 maximum le seuil fixé par l'arrêté ministériel.

Par ailleurs, le guide du BRGM de février 2012, pour la réutilisation hors site des terres excavées en technique routière et dans les projets d'aménagement expose les règles de l'art, les bonnes pratiques et les modalités sous lesquelles certaines terres peuvent être réutilisées, et donne une définition d'une terre non polluée : *terre dont les caractéristiques sont cohérentes avec le fond géochimique naturel local. Le fond géochimique naturel local est un lieu considéré comme exempt de toute pollution anthropique. Par extension et afin de prendre en compte le caractère fortement anthropisé de certaines régions, le bruit de fond urbain local pourra se substituer au fond géochimique naturel local sous réserve de justifications suffisantes.*

De plus, la Décision n° 2003/33/CE du 19 décembre 2002 établissant des critères et des procédures d'admission des déchets dans les décharges, conformément à l'article 16 et à l'annexe II de la Directive 1999/31/CE, fixe une valeur limite de 20 000 mg/kg en sulfate et de 60 000 mg/kg en fraction soluble pour des terres stockées dans une installation de stockage de déchets non dangereux.

Dans ce cadre, la Société REP a fait réaliser en juin 2014 des analyses d'échantillons de sol au niveau du centre de stockage de déchets non dangereux. Les paramètres analysés correspondent à ceux de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010. Les résultats d'analyses montrent des dépassements des seuils d'acceptation des déchets inertes pour les paramètres sulfates et fraction soluble (seuils ministériels respectivement de 1000 mg/kg et 4 000 mg/kg).

La teneur en sulfates sur lixiviation est de 16 000 mg/kg et celle de la fraction soluble de 23 000 mg/kg. Ainsi, en considérant la définition d'une terre non polluée du guide BRGM mentionné ci-dessus, les teneurs en sulfates lixiviables des apports en déchets inertes sur le centre de stockage doivent être inférieures au bruit de fond géochimique local de 16 000 mg/kg et celles de la fraction soluble inférieures à 23 000 mg/kg.

Le centre de stockage de Monthyon – Saint-Soupplets dispose de deux casiers autorisés à recevoir des déchets inertes :

- le casier de déchets inertes n'ayant jamais reçu de déchets non dangereux,
- le casier n° 2 où le remblaiement en déchets inertes se fera au-dessus des déchets non dangereux anciennement stockés.

En conséquence, la Société REP sollicite de pouvoir stocker des déchets inertes présentant :

- pour les sulfates une valeur limite d'acceptabilité de 16 000 mg/kg pour le casier de déchets inertes, et de 20 000 mg/kg pour le casier n° 2,
- pour la fraction soluble une valeur limite d'acceptabilité de 23 000 mg/kg pour les deux casiers.

Par ailleurs, de part sa formation (évaporation de l'eau de mer), le gypse contient du fluor et des chlorures. Aussi, en considérant l'article 10 de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 précité, la Société REP demande que les seuils d'acceptabilité des déchets inertes pour les fluorures et les chlorures soient au maximum trois

fois supérieurs aux seuils fixés ministériellement, soit des seuils d'acceptabilité respectivement de 30 mg/kg et 2 400 mg/kg.

## **2.2. Avis de l'inspection des installations classées**

Compte tenu des justifications apportées dans son dossier du 18 septembre 2014, nous considérons que la demande de la Société REP de modification de certains seuils d'acceptabilité des déchets inertes admissibles pour les sulfates, les fluorures, les chlorures et la fraction soluble ne constitue pas une modification substantielle des conditions d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux de Monthyon – Saint-Soupplets.

Toutefois, il convient d'encadrer cette modification par arrêté complémentaire pris en application de l'article R. 512-31 du Code de l'environnement.

## **3. CONCLUSION ET PROPOSITION**

Compte tenu des éléments indiqués ci-dessus, nous proposons à M. le Préfet de Seine-et-Marne de soumettre aux membres du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport, pris en application de l'article R. 512-31 du Code de l'environnement, modifiant certains seuils d'acceptabilité de déchets inertes dans le centre de stockage de déchets non dangereux exploité par la Société REP à Monthyon – Saint-Soupplets.

*Rédacteur*

**L'Inspecteur de l'environnement**

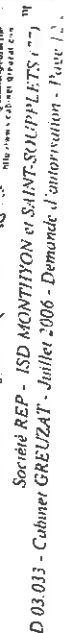

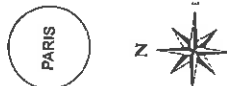
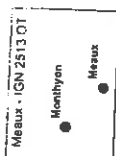
*Vérificateur*

**L'Inspecteur de l'environnement**

*Approbateur*

**Pour le Directeur et par délégation,  
Le Chef du Pôle Risques chroniques et  
Qualité de l'environnement**

## 11/2000 time









ROUTIERE DE L'EST PARISIEN  
28, bd de PESARO - TSA 87779  
95739 NANTERRE cedex  
Tél : 01.60.95.93.93

ISDND de MONTHYON, SAINT-SOUPPLETS  
\*\*\*\*\*  
DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE

## PLAN DE LOCALISATION DES CASIERS

Date : 30/04/2014

Echelle : 1/2500

Périmètre d'autorisation d'exploiter par  
l'A.P. n° 08 DAIDD IC 104 du 10/03/08

